



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier
Sous-direction de l'achat et du suivi de l'exécution des marchés
Service achat, innovation et logistique du ministère de l'intérieur
Bureau des achats métiers
75008 PARIS

CCP N° PRA032658
SAILMI/SDASEM/BAM

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Entretien et dépollution des buttes de tir des stands ouverts du Centre
National de Tir de MONTLIGNON (département 95 – Val d'Oise)

Annexe 1 : Plan de masse Fort de MONTLIGNON
Annexe 2 : Protection des données à caractères personnels

*Le présent cahier des clauses administratives particulières comprend 22 pages, y compris celle-ci,
numérotées de 1 à 22.*

S O M M A I R E

Article 1.	Objet des prestations.....	4
Article 2.	Cadre juridique	4
Article 3.	Forme du marche	4
Article 4.	Allotissement	4
Article 5.	Durée de l'accord-cadre	4
Article 6.	Marché similaire	4
Article 7.	Documents contractuels	5
Article 8.	Etendue et économie de l'accord-cadre	5
Article 9.	Représentation des parties	5
9.1.	Représentation du pouvoir adjudicateur	5
9.2.	Représentation du titulaire.....	6
Article 10.	Obligations des parties	6
10.1.	Obligations du titulaire.....	6
10.1.1	Obligation de résultat et responsabilité:	6
10.1.2	Obligation d'information	6
10.1.3	Obligation de conseil.....	6
10.1.4	Obligation de confidentialité.....	6
10.1.5	Obligation en matière de respect de la protection des données.....	7
10.1.6	Clause environnementale	7
10.2.	Obligation de l'administration	7
Article 11.	Sous-traitance	8
Article 12.	Description des prestations	9
12.1.	Repérage des installations à dépolluer	9
12.1.1	Surface, longueur et nature des buttes de tir	9
12.1.2	Configuration d'une butte de tir	10
12.2.	Description des prestations.....	10
12.3.	Caractéristiques techniques des matériels	11
Article 13.	Conditions d'exécution des prestations	11
13.1.	Dispositions générales	11
13.2.	Périodicité et délais des prestations.....	12
13.3.	Forme de notifications et communications	12
13.4.	Dispositions relatives à l'accès au site	13
13.5.	Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	13
13.5.1	Travailleurs étrangers.....	13
13.5.2	Visites médicales.....	14
13.5.3	Tenues vestimentaires.....	14
13.6.	Prolongation du délai d'exécution et sursis de livraison.....	14

Article 14.	Contrôle et réception des prestations	15
Article 15.	Modalités de détermination du prix.....	15
15.1.	Monnaie	15
15.2.	Forme et contenu des prix.....	15
15.3.	Nature des prix	16
15.4.	Clause de sauvegarde	16
Article 16.	Avance.....	16
Article 17.	Facturation	17
Article 18.	Règlement.....	18
18.1.	Délai de paiement.....	18
18.2.	Comptable assignataire et ordonnateur secondaire	18
18.3.	Cession ou nantissement de créances	18
18.4.	Personne habilitée à fournir les renseignements.....	19
Article 19.	Pénalités	19
19.1.	Pénalités pour retard	19
19.2.	Pénalités pour manquement à une obligation.....	19
19.3.	Pénalités applicables en cas de fuite ou de potentialité de fuite de données personnelles	20
19.4.	Exonération des pénalités.....	20
Article 20.	Assurance.....	20
Article 21.	Résiliation	20
Article 22.	Pièces et attestations à fournir.....	21
Article 23.	Médiation.....	21
Article 24.	Contentieux.....	22
Article 25.	Dérogations au CCAG Travaux	22

Article 1. OBJET DES PRESTATIONS

Les prestations concernent l'entretien et la dépollution des buttes de tir des stands ouverts du Centre National de Tir de MONTLIGNON (Département 95 – Val d'Oise).

Adresse géographique :

Fort de Montlignon
Route du Fort
95580 ANDILLY

Article 2. CADRE JURIDIQUE

Il s'agit d'un marché de travaux en application de l'article L1111-2 du code de la commande publique.

Ce marché est passé selon la procédure adaptée en application de l'article R.2123-11° de ce même code.

Article 3. FORME DU MARCHE

Ce marché prend la forme d'un accord-cadre mono attributaire.

Il fixe toutes les stipulations contractuelles.

Il est exécuté au moyen de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

Article 4. ALLOTISSEMENT

L'objet de l'accord-cadre ne permettant pas l'identification de prestations distinctes, il ne fait pas l'objet d'un allotissement conformément aux dispositions de l'article L2113-10 du code de la commande publique.

Article 5. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de 36 mois à compter de la fin du support en cours, soit le 06/07/2025.

Il est reconductible 1 fois de manière tacite pour une période de 12 mois supplémentaires. Sa durée maximale ne peut dépasser 48 mois.

Dans le cas d'une non-reconduction, l'administration notifie sa décision au titulaire au plus tard un mois avant le terme de la période initiale. La non-reconduction de l'accord-cadre n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni aucun dédommagement. Le titulaire est tenu par ses obligations contractuelles jusqu'à la fin de validité de l'accord-cadre. La décision est notifiée au titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Article 6. MARCHE SIMILAIRE

Un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires pourra être passé en application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique et sera exécuté par le

titulaire de ce présent accord-cadre. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification de l'accord-cadre initial.

Article 7. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Il est constitué par les documents contractuels suivants, énumérés par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement ;
2. le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes 1 « Plan de masse Fort de MONTLIGNON » et 2 « Protection des données à caractères personnels » ;
3. le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
4. les éventuelles réponses apportées par l'administration aux questions posées par les candidats pendant la consultation ;
5. l'offre technique du titulaire.

Le CCAG Travaux n'est pas annexé au présent accord-cadre.

Les dérogations au CCAG Travaux figurent au dernier article du présent CCP.

Les exemplaires originaux des documents contractuels conservés dans les archives de la personne publique font seuls foi.

Article 8. ETENDUE ET ECONOMIE DE L'ACCORD-CADRE

La prestation de dépollution du site étant annuelle, l'accord-cadre est conclu avec les quantités suivantes :

Année d'exécution	Quantités minimales	Quantités estimatives
1ère année	1	1
2 ^{ème} année	1	1
3 ^{ème} année	1	1
4 ^{ème} année		1
Total	3	4

Le montant maximum de l'accord-cadre est fixé à 1 000 000 € hors taxes.

Article 9. REPRESENTATION DES PARTIES

9.1. Représentation du pouvoir adjudicateur

Pour l'exécution du présent accord-cadre, le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) est le correspondant du titulaire et est l'autorité habilitée à prononcer les décisions prévues dans le CCP et le CCAG de référence en matière de pénalités, de prolongations de délais d'exécution et de sursis de livraison.

Les coordonnées du représentant du pouvoir adjudicateur sont :

Service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du
Ministère de l'intérieur (SAILMI)
Sous-direction de l'achat et du suivi de l'exécution des
marchés (SDASEM)
sailmi-sdasem@interieur.gouv.fr

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

9.2. Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'administration, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

L'interlocuteur de l'administration est désigné à la notification de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer l'administration, dans les plus brefs délais, d'un éventuel changement d'interlocuteur.

Article 10. OBLIGATIONS DES PARTIES

10.1. Obligations du titulaire

10.1.1 OBLIGATION DE RESULTAT ET RESPONSABILITE

Il pèse sur le titulaire une obligation de résultat dans la fourniture des prestations objet du présent accord-cadre.

Le titulaire met en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de livrer les prestations conformément aux spécifications du présent document et de éléments figurant dans son offre.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire respecte strictement les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre.

10.1.2 OBLIGATION D'INFORMATION

Le titulaire est tenu de rendre compte de toute difficulté rencontrée pendant l'exécution de la prestation.

Le titulaire s'engage à informer sans délai le représentant de l'administration de toute anomalie rencontrée lors de l'exécution de la prestation objet du présent accord-cadre.

10.1.3 OBLIGATION DE CONSEIL

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dangers potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces, et propose des actions pour les réduire.

10.1.4 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels

les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'administration, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du présent accord-cadre ou à l'issue de son exécution. À l'issue de l'exécution du présent accord-cadre, le prestataire s'engage à restituer l'ensemble des documents remis par l'administration.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel et le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'administration peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner ou de détruire les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

Indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, la violation grave des obligations de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs de ce dernier.

10.1.5 OBLIGATION EN MATIERE DE RESPECT DE LA PROTECTION DES DONNEES

Au titre du présent accord-cadre, l'administration et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. (cf. annexe 2 du présent document).

10.1.6 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le présent accord-cadre comporte des éléments à caractère social et environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Les conditions d'exécution fixées au présent article s'inscrivent notamment dans les principes et questions centrale de la norme ISO 26 000 et sa transposition au domaine des achats (norme NF X 50- 135- 1 et 2).

L'accord-cadre participe, par son objet, à la protection de l'environnement. En effet, les prestations attendues sont la dépollution du site, son nettoyage et l'entretien des stands de tir. De même, il incombe au titulaire d'évacuer les terres et sables pollués, d'éliminer ou de recycler les résidus et de fournir le bulletin de suivi des déchets industriels.

Tous les documents livrables sont mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format .pdf ou équivalent) et ou sur supports en papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemples : label FSC, PEFC ou équivalent).

Les papiers et enveloppes utilisés sont impérativement issus de forêts gérées durablement (types FSC, PEFC ou équivalents). Les enveloppes disposent soit d'un label NF Environnement, écolabel européen ou équivalent.

10.2. Obligation de l'administration

L'administration est tenue au secret des affaires.

L'administration s'engage à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution de l'accord-cadre.

Article 11. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut, dans les conditions prévues aux articles L2193-1 et suivants du code de la commande publique, sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre. Cette sous-traitance est menée dans le respect des dispositions des articles R2193-1 et suivants du même code.

L'exercice de la sous-traitance est constaté par un acte spécial signé par les parties et ce quel que soit le montant sous-traité. Les actes spéciaux de sous-traitance sont joints en annexe à l'acte d'engagement. En cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire utilise également le formulaire DC4.

Pour chaque sous-traitant, le titulaire devra présenter :

- 1- La déclaration de sous-traitance (DC4) dûment complétée, datée et signée par la société titulaire de l'accord-cadre.
- 2- La déclaration du candidat (DC2) à compléter par le sous-traitant.
Les formulaires DC2 et DC4 sont disponibles à l'adresse suivante:
<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>
- 3- Le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts (impôt sur le revenu, impôt sur les sociétés, TVA) délivré par l'administration fiscale (sur le site de la DGFIP).
- 4- Le certificat des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociales, datant de moins de 6 mois (sur le site de l'URSSAF).
- 5- Les attestations d'assurance en cours de validité.
- 6- Le relevé d'identité bancaire (RIB) du sous-traitant en version originale.
- 7- Le cas échéant, restitution du certificat de cessibilité ou attestation de l'établissement de crédit comme il est exigé au paragraphe J de la déclaration de sous-traitance.

Tout sous-traitant occulte dûment constaté par le pouvoir adjudicateur donnera lieu à une mise en demeure notifiée à l'entreprise principale pour procéder à la déclaration de sous-traitant dans un délai franc défini dans ladite mise en demeure. Si cette mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur pourra notifier sa décision de résilier l'accord-cadre pour faute aux frais et risques de l'entreprise principale titulaire de l'accord-cadre, conformément à l'article 14-1 de la loi du 31 décembre 1975.

Le titulaire de l'accord-cadre reste personnellement responsable de la bonne exécution de l'accord-cadre par lui-même ou par ses éventuels sous-traitants.

Tout désordre, toute mauvaise réalisation ou réalisation non conforme, voire tout oubli dans la réalisation de certaines prestations, enfin tout retard et tout autre manquement inhérent au sous-traitant sera imputé au titulaire de l'accord-cadre et fera l'objet d'une notification en ce sens à son intention. Il appartient alors à l'entreprise principale titulaire de l'accord-cadre de prendre toutes les dispositions nécessaires, notamment à l'égard de son sous-traitant, pour remédier à ces différents manquements contractuels volontaires ou involontaires.

Toute sanction définie par le cahier des charges sera applicable exclusivement à l'entreprise principale, seule entité ayant un lien contractuel avec le pouvoir adjudicateur. En cas de résiliation pour faute notifiée à l'entreprise principale, cette dernière devra prendre les dispositions nécessaires pour aviser, dans les meilleurs délais, son sous-traitant de cette

décision. En ce cas, il fera son affaire de l'ensemble des actes successifs à cette décision de résiliation concernant son sous-traitant.

En vertu de l'alinéa [2 nonies de l'article 283 du code général des impôts](#), en cas de sous-traitance, la taxe sur la valeur ajoutée est due par le titulaire assujetti.

Article 12. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Les prestations consistent à l'enlèvement et au traitement des terres et sables pollués sur l'ensemble des stands de tir ouverts sur le site de Montlignon : les plateaux n° 7, n° 8, le plateau moto, le plateau Pistolet Mitrailleur (P.M.), le grand plateau et le plateau armes longues (cf annexe 1 Plan de masse Fort de MONTLIGNON).

12.1. Repérage des installations à dépolluer

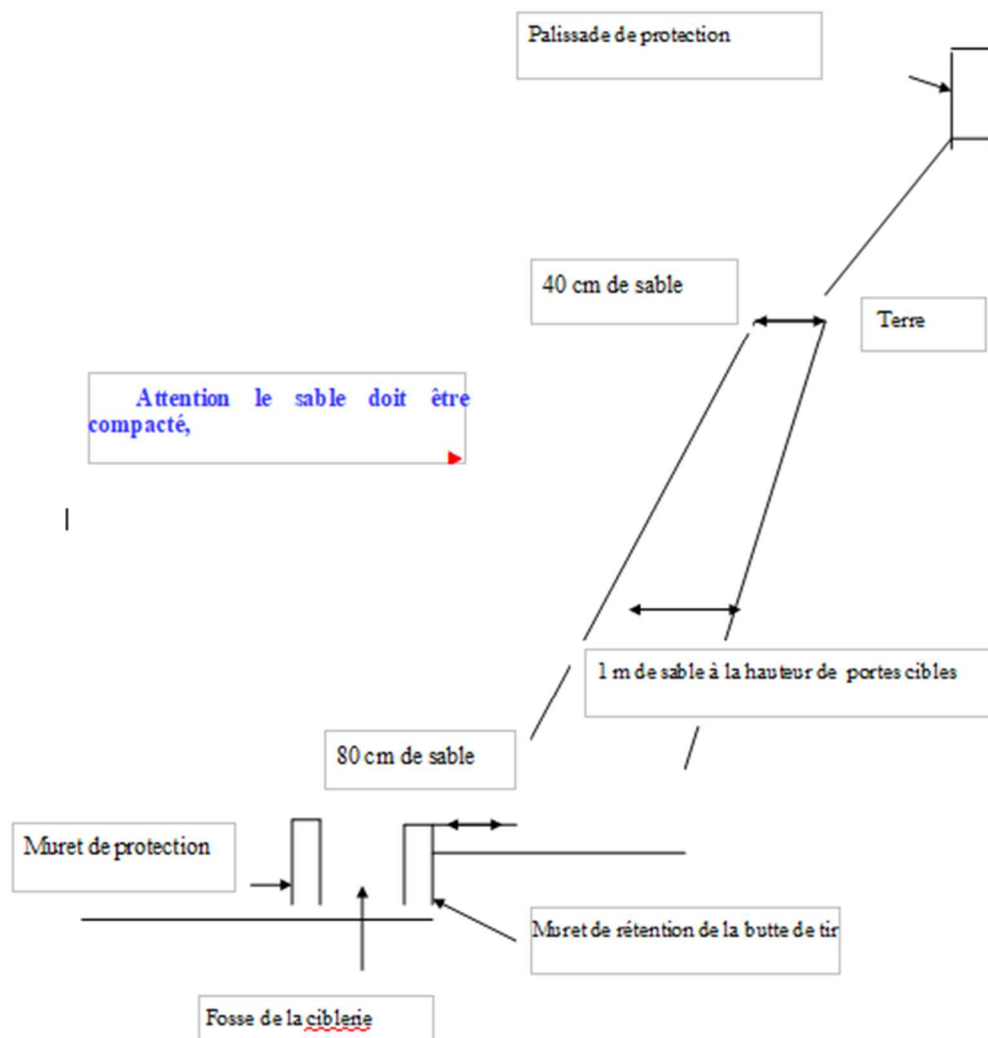
12.1.1 SURFACE, LONGUEUR ET NATURE DES BUTTES DE TIR

Plateaux	Surface	Longueur en mètres linéaires
Plateau moto	120 m ² (+/-)	+/- 45 ml
Grand plateau	100 m ² (+/-)	+/- 45 ml
Plateau n° 7	30 m ² (+/-)	+/- 15 ml
Plateau n° 8	30 m ² (+/-)	+/- 15 ml
Armes Longues	40 m ² (+/-)	+/- 15 ml
Plateau P.M.	30 m ² (+/-)	+/- 23 ml

Nature des buttes de tir :

Les buttes de tir sont composées de sable (sur environ 1m à 1m50 de profondeur, puis de terre).

12.1.2 CONFIGURATION D'UNE BUTTE DE TIR



12.2. Description des prestations

Les prestations objet du présent accord-cadre consistent en :

- L'aménagement et le repli d'une cribleuse servant à extraire le plomb du sable pollué ;
- L'enlèvement et le criblage du sable et des terres pollués ;
- La mise en stock sur le site pour traitement ;
- Le terrassement des différents plateaux ;
- La reprise sur stock, la fourniture et la mise en œuvre de sable propre en complément entre 50 cm et 1 mètre de profondeur sur toute la hauteur de la butte de tir ;
- L'évacuation de refus de criblage ;
- L'évacuation des terres et sables pollués ;
- La fourniture du Bulletin de suivi des Déchets Industriels (BSDI).

Ces opérations sont effectuées sur toutes les buttes de tir soit sur les 6 plateaux de tir.

Le titulaire nomme un inspecteur chargé du suivi du chantier et s'assure de la présence d'un personnel chargé de l'encadrement et du suivi du travail de l'équipe. Ces personnes doivent

être joignables à tout moment, pendant les heures de service, par téléphone professionnel et par mail. Les coordonnées auront été préalablement communiquées à l'administration.

L'inspecteur et le chef d'équipe doivent veiller au strict respect de la réalisation des prestations et répondre aux requêtes et observations formulées par l'administration.

Le titulaire doit assurer le nettoyage soigné et l'évacuation de ses gravois au fur et à mesure de l'avancement des prestations.

Le titulaire est responsable du maintien permanent du chantier en état de propreté, de la réparation et de la remise en état des installations. Le repliement du matériel et la remise en état des emplacements qui ont été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

Dans le cas où ces instructions ne sont pas respectées, la personne publique se réserve le droit de procéder au nettoyage par une entreprise spécialisée de son choix. Le montant de ces prestations est déduit en fin de chantier du décompte général.

Le titulaire a l'obligation de remettre en état de propreté les différents plateaux de tir du Fort de Montlignon.

Le titulaire doit organiser et diriger des réunions hebdomadaires entre le chef d'équipe et un représentant du Centre National de tir sur l'état d'avancement des prestations.

À l'issue de l'exécution des prestations, le titulaire organise une inspection de fin de chantier avec le chef du Centre National de Tir ou son représentant. L'attestation de service fait est délivrée le cas échéant à l'issue de cette visite.

12.3. Caractéristiques techniques des matériels

Les matériels amenés sur le site du Fort de MONTLIGNON ne doivent pas, pour des raisons d'encombrement, dépasser un certain tonnage et une certaine longueur et largeur. En effet, pour pénétrer dans le Fort de MONTLIGNON, les engins doivent passer sous une arche en pierre.

- **Cribleuse** : à chenilles impérativement (3.20 m de haut et 2.50 m de large au maximum, et de 12 à 15 m de longueur maximum).
- **Pelleteuse** : à chenilles (3.20 m de haut et 2.50 m de largeur maximum).
- **Camion** : 19 T au maximum, sans déflecteurs ou échappement au-dessus de la cabine.

Article 13. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

13.1. Dispositions générales

La prestation annuelle fait l'objet d'un bon de commande émis par le Centre de Prestations Financières.

Ce bon de commande, notifié au titulaire par voie dématérialisée, comporte les mentions

suivantes :

- l'autorité émettant le bon de commande (nom, qualité et adresse) ;
- la référence de l'accord-cadre ;
- le numéro de commande CHORUS (référence interne à l'administration) et sa date d'émission ;
- la désignation de la prestation ;
- Le prix global et forfaitaire : prix HT, montant de la TVA, prix TTC ;
- les délais de réalisation de la prestation ;
- le lieu de réalisation ;
- les coordonnées du service chargée de la réception ;
- l'adresse de facturation.

La date de réception du bon de commande par le fournisseur tient lieu de notification de la commande.

En application de l'article 3.7.2 du CCAG Travaux, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

13.2. Périodicité et délais des prestations

Les prestations sont exécutées au **mois d'août** impérativement.

Le titulaire dispose, au maximum, de quatre semaines pour réaliser cette prestation et ce quelles que soient les conditions météorologiques.

Ce délai commence à courir à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage des prestations.

L'ordre de service est notifié par message électronique.

Le titulaire accuse réception de l'ordre de service par tout moyen permettant d'attester de façon certaine de sa date de réception.

Les prestations sont exécutées aux horaires d'ouverture du Fort de MONTLIGNON, soit entre 8h00 et 17h00 les jours ouvrables.

13.3. Forme de notifications et communications

Conformément à l'article 3.8 du CCAG Travaux, la notification d'une décision ou communication peut être faite par ordre de service.

Le démarrage de chaque période d'intervention est notifié par ordre de service signé par la personne publique, daté et numéroté.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'une décision ou communication appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit à la personne publique dans un délai de 15 jours décomptés ainsi qu'il est précisé à l'article 3.8.2 du CCAG Travaux.

Le titulaire se conforme strictement aux décisions ou communications qui lui sont notifiées dans le cadre de l'accord-cadre qu'elles aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

Les décisions ou communications relatives à des prestations sous-traitées sont adressées au titulaire qui a seul qualité pour présenter des réserves.

13.4. Dispositions relatives à l'accès au site

En raison des précautions particulières mises en œuvre pour la sécurité du site de MONTLIGNON, le titulaire doit respecter les dispositions réglementaires décrites ci-après ainsi que les consignes lors de l'exécution des prestations.

- a) Le titulaire doit fournir à la personne publique, dans un délai de 8 jours à compter de la notification de l'acceptation, la liste nominative du personnel. Cette liste sera tenue à jour mensuellement.
Un extrait du bulletin n°2 du casier judiciaire sera exigé. Des recherches seront effectuées à partir des fichiers de la police nationale et pourront entraîner l'interdiction d'accès au site ;
- b) Le titulaire doit fournir les renseignements nécessaires à l'établissement de laissez-passer permanents qui seront exigés pour la circulation du personnel dans les locaux concernés par cet accord-cadre ;
- c) Chaque agent devant intervenir sur le site est porteur d'un badge d'identification établi par la société, comportant photo d'identité et patronyme, et, obligatoirement fixé à la tenue de travail ;
- d) L'administration peut à tout moment retirer l'autorisation d'accès au site à un intervenant sans énoncer ses motifs. Dans ce cas, le prestataire propose immédiatement un remplaçant de niveau équivalent.

Pour ce qui concerne les autorisations d'accès, de visite et de suivi local des opérations, le titulaire prendra contact avec :

Le Chef du Centre National de Tir ou son représentant
CNTPN
1 bis avenue de la Porte de la Villette
75019 PARIS
Tél : 01 55 26 52 50 – 01 55 26 52 30
Courriel : academie-cnt@interieur.gouv.fr

13.5. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

13.5.1 TRAVAILLEURS ETRANGERS

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu des dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

Dans le cadre de la lutte contre le travail clandestin, il appartient au titulaire de l'accord-cadre de s'assurer que la totalité des personnels sont employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-2 et R.3243-1 du code du travail.

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, après mise en demeure restée infructueuse, le

titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation à ses torts sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Par ailleurs, lorsque la personne publique est informée par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, le titulaire est mis en demeure de faire cesser sans délai cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure apporte à la personne publique, dans un délai de deux mois, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. À défaut, l'accord-cadre peut être résilié aux torts exclusifs du titulaire sans qu'il puisse prétendre à indemnité et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

13.5.2 VISITES MEDICALES

Le titulaire doit obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise en fonction, ou au plus tard avant la fin de la période d'essai. Il soumet, par ailleurs, son personnel aux examens médicaux périodiques prévues par la législation en vigueur.

Les dates de ces examens, l'identité des agents et la conclusion du médecin du travail sur leur aptitude physique sont consignées par le titulaire sur un registre spécial.

13.5.3 TENUES VESTIMENTAIRES

Le titulaire doit doter le personnel d'exécution d'un vêtement de travail et éventuellement de protection, d'un type et d'une couleur agréée par la personne publique.

Tous les agents en activité, y compris le personnel d'encadrement, doivent porter en permanence un insigne spécifique de leur entreprise, et être en possession du laissez-passer.

Aucun agent n'est admis s'il n'est revêtu de son vêtement de travail, s'il est démuné de son insigne et de son laissez-passer.

13.6. Prolongation du délai d'exécution et sursis de livraison

Une prolongation du délai d'exécution est accordée par le pouvoir adjudicateur au titulaire lorsqu'il est dans l'impossibilité de respecter le délai d'exécution, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.

Un sursis de livraison peut être accordé au titulaire lorsque, en dehors des cas prévus pour la prolongation du délai d'exécution, une cause qui n'est pas de son fait met obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel.

Un sursis d'exécution peut être également accordé au titulaire s'il justifie de mesures et de précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison.

Le sursis de livraison suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le titulaire doit signaler, par lettre recommandée adressée au pouvoir adjudicateur, les causes faisant obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel qui, selon lui, échappent à sa responsabilité. Il dispose à cet effet

d'un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Aucune demande de prolongation ou de sursis ne peut être demandée pour le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel d'exécution (éventuellement déjà prolongé).

Article 14. CONTROLE ET RECEPTION DES PRESTATIONS

Le titulaire avise par écrit le Chef du Centre National de Tir ou son représentant de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront.

Le contrôle des prestations se fera lors de rendez-vous fixés par le Chef du Centre National de Tir ou son représentant auxquels le titulaire sera tenu d'assister à travers son représentant ou son suppléant désignés en début de chantier.

Dans le cas où la réception est assortie de réserve, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans un délai de 15 jours suivant demande notifiée.

Un état des lieux de sortie sera réalisé conjointement avec le Chef du Centre National de Tir ou son représentant.

La réception des travaux sera prononcée après constatation de leur parfait achèvement. La réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

Article 15. MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX

15.1. Monnaie

Le titulaire est informé que l'accord-cadre est conclu dans l'unité monétaire EURO (€).

15.2. Forme et contenu des prix

La prestation annuelle d'entretien et de dépollution des buttes de tir des stands ouverts du Centre National de Tir de MONTLIGNON est conclue à prix global et forfaitaire.

Le prix est établi dans les conditions fixées à l'article 9 du CCAG Travaux.

Le prix est constaté en hors taxes auquel s'ajoute la TVA au taux en vigueur au moment de la facturation.

Le prix global et forfaitaire inclut tous les frais afférents à la bonne exécution des prestations et est établie en tenant compte :

- des frais de remise en état des installations par le titulaire de l'accord-cadre ;
- de l'enlèvement des matériels et des équipements livrés ;

- du nettoyage et de l'enlèvement des gravois
- de l'ensemble des sujétions nécessaires au parfait achèvement des prestations.

Le prix comprend notamment toutes les charges fiscales, parafiscales ou autre frappant obligatoirement les prestations. Le prix est réputé complet.

Le prix global et forfaitaire de la session annuelle d'entretien et de dépollution mentionné à l'acte d'engagement fait apparaître :

- le prix global et forfaitaire hors taxes ;
- le montant de la TVA;
- le prix global et forfaitaire TTC.

Le prix est réputé établi aux conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres.

15.3. Nature des prix

Le prix est révisable annuellement, sur demande du titulaire, à la date anniversaire de début d'exécution de l'accord-cadre, par application de la formule suivante :

$$P(r) = P(o) \times [0,15 + 0,85 \times \frac{BT02(Mm)}{BT02(Mo)}]$$

Dans laquelle :

- P(r) est le prix révisé ;
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du "mois M0" de l'accord-cadre ;
- BT02(Mm) correspond à la valeur finale de l'index de référence au mois de la révision des prix ;
- BT02(Mo) correspond à la valeur de référence de l'indice au mois d'établissement des prix (mois de la date limite de réception des offres).

Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs sera effectué par arrondissement au millième supérieur.

Index de référence :

Index du bâtiment – BT02 – Terrassements – Base 2010 – Identifiant 001710950

15.4. Clause de sauvegarde

Si l'évolution moyenne des prix entraîne une variation de plus de 2 % par an, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans indemnité.

Article 16. **AVANCE**

Le délai maximum d'exécution étant inférieur à deux mois, aucune avance n'est consentie.

Article 17. **FACTURATION**

Les factures afférentes au paiement sont établies après réception des prestations.

Elles portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom et adresse du créancier ;
- les nom et adresse du débiteur ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro et la date de l'accord-cadre et éventuellement de chaque avenant ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le type et la quantité de fournitures livrées en précisant l'adresse de livraison ;
- le montant hors TVA de la prestation ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total toutes taxes comprises de la prestation ;
- la date d'établissement de la facture ;
- le numéro d'engagement juridique (n° CHORUS indiqué dans le bon de commande).

La transmission des factures du présent accord-cadre doit être effectuée conformément aux articles L2192-1 et suivants du code de la commande publique.

[Les factures doivent impérativement être envoyées par voie dématérialisée.](#)

L'État met à disposition de ses fournisseurs une solution informatique gratuite leur permettant d'envoyer leurs factures en un point unique à l'ensemble des structures publiques :

Le portail Chorus Pro accessible par internet à l'URL :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités techniques de transmission des factures sous forme dématérialisée et de mise à disposition des informations relatives au traitement des factures au travers de la solution mutualisée CHORUS PRO sont fixées par l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

[Préalables techniques et réglementaires :](#)

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

[Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :](#)

chorus-demat@interieur.gouv.fr

Afin de garantir l'intégrité et la pérennité de leur contenu, les factures doivent respecter le formalisme préconisé par l'article 25 de la Loi sur la modernisation de l'économie (voir <https://chorus.pro.gouv.fr>).

Dans tous les cas, les factures doivent obligatoirement indiquer :

- le numéro de commande de référence (Engagement Juridique-EJ) à 10 chiffres,
- le code du service réceptionnant (service exécutant).

Ces deux informations figurent sur le bon de commande.

Article 18. REGLEMENT

Le règlement intervient par virement direct au compte ouvert au nom du titulaire et/ou de son ou ses sous-traitants directs éventuels dont la mention figure à l'acte d'engagement.

18.1. Délai de paiement

Le délai de paiement de 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture ou de la date de réception des prestations si elle est postérieure. Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité l'application d'intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros s'ajoutera aux intérêts moratoires.

18.2. Comptable assignataire et ordonnateur secondaire

Le comptable assignataire des paiements est :

Contrôleur budgétaire et comptable ministériel
Immeuble Lumière
Place Beauvau
75800 Paris cedex 08

L'ordonnateur secondaire procédant au mandatement est le Centre de Prestations Financières :

Ministère de l'Intérieur
Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier
Sous-direction des programmes et de l'achat
Centre de prestations financière
8 Place Beauvau
75800 PARIS CEDEX 08

18.3. Cession ou nantissement de créances

Le titulaire peut être admis au bénéfice du régime institué par les articles R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique relatif à l'affectation des accord-cadre en

nantissement et en cession de créances. Le certificat de cessibilité est établi sur chaque bon de commande à la demande du titulaire.

18.4. Personne habilitée à fournir les renseignements

L'ordonnateur secondaire est la personne habilitée à fournir les renseignements visés par les articles R2191-59 à 62 du Code de la commande publique.

Ministère de l'Intérieur
Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier
Sous-direction des programmes et de l'achat
Centre de prestations financière
8 Place Beauvau
75800 PARIS CEDEX 08

Article 19. PENALITES

19.1. Pénalités pour retard

Tout retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux donne lieu à l'application de pénalités suivant les modalités décrites à l'article 19.1 du CCAG Travaux.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, le montant des pénalités pour retard est fixé à 150 € par jour de retard.

Conformément aux dispositions de l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, le montant des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du bon de commande auquel la prestation est rattachée.

19.2. Pénalités pour manquement à une obligation

Le tableau ci-après recense le montant des pénalités encourues suivant les manquements constatés :

Lorsque les pénalités sont exprimées en jour, elles sont comptabilisées en jour calendaire.

Manquement à une obligation	Montant de la pénalité
Dépôt de matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites	100 € / jour
Non-respect d'un ordre de service	100 € / jour
Absence à un rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par le représentant du pouvoir adjudicateur	100 € par manquement constaté
Non-respect de l'obligation de port de la tenue de chantier	100 € par manquement constaté

19.3. Pénalités applicables en cas de fuite ou de potentialité de fuite de données personnelles

En cas de fuite, ou de potentialité de fuite, de données personnelles, le sous-traitant au sens du règlement général sur la protection des données - RGPD (Cf. annexe 2 « Dispositions relatives à la protection des données personnelles » au présent document) encourt, sans mise en demeure préalable, la pénalité suivante : 1000 € par donnée personnelle et par personne concernée.

La fuite potentielle de données personnelles est caractérisée en cas de non-respect, par exemple, des préconisations validées par l'administration s'agissant des règles de gestion et des mesures techniques de sécurisation des moyens de traitement des informations sensibles du ministère de l'Intérieur, susceptibles alors d'entraîner une fuite potentielle des données.

19.4. Exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros HT pour l'ensemble de l'accord-cadre.

Article 20. ASSURANCE

Le titulaire et le cas échéant ses sous-traitants, doivent être garantis par une police d'assurance destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

Article 21. RESILIATION

Le présent accord-cadre pourra être résilié selon les dispositions mentionnées au chapitre 7 du CCAG Travaux.

La décision de résiliation de l'accord-cadre est notifiée au titulaire. Elle prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre avant l'achèvement de celles-ci dans les conditions prévues aux articles 49 à 52 du CCAG Travaux.

Le pouvoir adjudicateur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 50.4 du CCAG Travaux.

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire.

Article 22. **PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR**

Le Titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L243-15 du Code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D8222 5 1° du Code du travail et D243-15 du Code de sécurité sociale).

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus peuvent être déposées par le candidat retenu sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'administration, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation de l'accord-cadre à ses torts sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai.

À défaut d'indication du délai, le titulaire dispose de 1 mois à compter de la notification de mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Article 23. **MEDIATION**

Le présent accord-cadre est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr

ou par courrier recommandé avec avis de réception :

M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de l'intérieur
Place Beauvau
75800 Paris Cedex 08.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels. »

Article 24. **CONTENTIEUX**

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

En cas de litige, le tribunal compétent est :

Tribunal administratif de PARIS

7 rue de Jouy

75181 PARIS CEDEX 04

France

Téléphone : +33(0)1 44 59 44 00

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Site internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>

Article 25. **DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX**

Les dérogations au CCAG Travaux sont recensées dans le tableau ci-après.

Article CCP	Dérogation
19.1	Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, le montant des pénalités pour retard est fixé à 150 € par jour de retard.
19.4	Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros HT pour l'ensemble de l'accord-cadre.